

REPUBLIQUE FRANCAISE
**DEPARTEMENT
DU JURA**

Le Président certifie que la
convocation a été affichée le :

12 décembre 2025

et qu'elle a été faite le

12 décembre 2025

Que le nombre des membres en
exercice est de : 48

Présents : 34

Absents suppléés : 0

Absents excusés : 14

Exécution des articles L.5212-1 à
L.5212-34 du Code Général des
Collectivités Territoriales

Délibération n°

DCC2025_12_210

Objet :

Instauration d'une participation
au financement des contrats et
règlements labellisés des agents
de la collectivité pour le risque
santé

**COMMUNAUTE DE COMMUNES DE JURA NORD
1 chemin du Tissage – 39700 DAMPIERRE**
EXTRAIT
***Du registre des Délibérations du Conseil Communautaire
Séance du Jeudi 18 décembre 2025***

Conseillers communautaires en exercice : 48

L'an deux mil vingt-cinq, le 18 décembre

Le Conseil Communautaire de JURA NORD s'est réuni à la salle
des fêtes à Gendrey après convocation légale, sous la présidence
de Monsieur le Président, Gérome FASSETNET.

Présents : **Dammartin Marpain :** M. Antony BOURCET
Dampierre : Mme Laure VALENTIN, M. Alain GOUNAND, Mme
Nathalie HONORIO, M. Anthony FALCONNET **Evans :** M.
François GRESET, M. Emmanuel BARBERET **Fraisans :** M.
Sébastien HENGY, Mme Marie-Anne LONGY, M. Dominique
JOLY, Mme Sophie NIALON **Gendrey :** M. Gilbert TSCHAIEN **La**
Barre : M. Philippe GIMBERT **La Bretenière :** Mme Isabelle
GUILLLOT **Louvatange :** M. Gérome FASSETNET **Montmirey-la-**
Ville : M. Eric PERTUS **Montmirey-le-Château :** M. Martin
DAUNE **Orchamps :** M. Olivier DEMANDRE, Mme Michèle
BOUCARD **Ougney :** M. Cédric IVANES **Our :** M. Segundo
ALFONSO **Pagny :** M. Michel GANET **Plumont :** M. Christophe
PERRET **Ranchot :** Mme Séverine MARANO, M. Gérard ROBERT
Rans : M. Jean-Louis MORLIER, M. Raphaël TEMPESTA
Rouffange : Mme Marie-Hélène VACHET **Salans :** M. Philippe
SMAGGHE, M. Yves COINCENOT **Saligney :** M. Gilbert LAVRY
Sermange : M. Michel BENESSION **Taxenne :** M. Ludovic
DUVERNOIS **Thervay :** M. Stéphane ECARNOT

Suppléés :

Absents excusés : **Brans :** M. Michael PERES **Courtefontaine :**
M. Jean-Noël ARNOULD **Dampierre :** Mme Valérie
BENDERITTER **Etrepigny :** M. Laurent CHENU **Fraisans :** M.
Hubert BACOT **Monteplatin :** M. Luc BEJEAN **Mutigney :** M. Eric
DRUOT **Offlanges :** M. Jean-Claude THABARD **Orchamps :** M.
Régis CHOPIN, M. Nicolas JOLY, Mme Lucette NAEGELLEN
Romain : Mme Aurélie CHANCENOTTE **Serre les Moulières :** M.
Claude TERON **Vitreux :** M. Alain GOMOT

Secrétaire de séance : Mme Marie-Hélène VACHET

Procurations de vote :

Mandants : M. Hubert BACOT (FRAISANS), M. Régis CHOPIN
(ORCHAMPS), M. Nicolas JOLY (ORCHAMPS), Mme Lucette
NAEGELLEN (ORCHAMPS), Mme Aurélie CHANCENOTTE
(ROMAIN)

Mandataires : M. Sébastien HENGY (FRAISANS), M. Gérome
FASSETNET (LOUVATANGE), Mme Michèle BOUCARD
(ORCHAMPS), M. Olivier DEMANDRE (ORCHAMPS), M. Cédric
IVANES (OUGNEY)

*Le quorum étant atteint, le Président ouvre la séance à 19h52 et le
Conseil Communautaire a pu délibérer valablement.*

INSTAURATION D'UNE PARTICIPATION AU FINANCEMENT DES CONTRATS ET REGLEMENTS LABELLISES DES AGENTS DE LA COLLECTIVITE POUR LE RISQUE SANTE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code Général de la Fonction Publique ;

Vu le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection complémentaire de leurs agents ;

Vu le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement ;

Considérant que les collectivités territoriales et leurs établissements participent, dans les conditions définies à l'article L. 827-11 du code général de la fonction publique, au financement des garanties de protection sociale complémentaire destinées à couvrir les risques d'incapacité de travail, d'invalidité, d'inaptitude ou de décès auxquelles souscrivent les agents qu'elles emploient ;

Considérant que les personnes publiques mentionnées à l'article L.4 du Code Général de la Fonction Publique participent au financement des garanties de protection sociale complémentaire destinées à couvrir les frais occasionnés par une maternité, une maladie ou un accident auxquelles souscrivent les agents que ces personnes publiques emploient, ces garanties sont au minimum celles définies au II de l'article L. 911-7 du Code de la Sécurité Sociale.

Vu l'avis favorable de la Commission n°1 « Affaires Générales » en date du 2 décembre 2025 ;

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 4 décembre 2025 ;

Vu l'avis favorable du Bureau communautaire en date du 9 décembre 2025 ;

Monsieur le Président expose ce qui suit :

Les employeurs publics territoriaux peuvent contribuer au financement des garanties d'assurance de protection sociale complémentaire auxquelles les agents qu'ils emploient souscrivent.

Ces garanties ont pour objet de couvrir :

- Le **risque santé** : frais occasionnés par une maternité, une maladie ou un accident,
- Le **risque prévoyance** : incapacité de travail, invalidité, inaptitude ou de décès.

Par délibération n°DCC2024_11_198 en date du 28 novembre 2024, le Conseil Communautaire a décidé à l'unanimité de participer au financement des contrats et règlements labellisés auxquels les agents titulaires, non-titulaires en position d'activité, agents de droit privé, choisissent de souscrire pour le risque prévoyance pour un montant de 10 € par agent.

Concernant le risque santé, cette participation devient obligatoire à effet du 1^{er} janvier 2026 selon un minimum de 15 € brut mensuel.

Ces montants pourraient être revus selon la clause de revoyure prévue à l'article 8 du décret n°2022-581 et les conclusions issues de l'accord de méthode du 12 juillet relatif à la conduite des négociations relatives à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique territoriale.

La participation peut être accordée pour l'un ou l'autre des risques santé ou prévoyance, ou pour les deux.

L'employeur peut opter, pour chacun des risques :

- Soit pour la **labellisation** : Dans ce cas, l'employeur verse une participation aux agents qui ont adhéré à l'un des produits labellisés, parmi ceux mentionnés sur la liste publiée sur le site internet du ministère chargé des collectivités territoriales,
- Soit pour la **convention de participation**, associée à un contrat collectif d'assurance, conclue à l'issue d'une procédure d'appel à concurrence spécifique (définie par le décret précité et non soumis à la réglementation relative aux marchés publics), avec un organisme d'assurance bénéficiant de la qualité de mutuelle ou d'union de mutuelles, d'institution de prévoyance ou de société d'assurance.

Cette consultation est réalisée :

- Soit par l'employeur,
- Soit par le centre de gestion du ressort de l'employeur.

A l'unanimité, le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré :

- **Décide de participer au financement des contrats et règlements labellisés auxquels les agents choisissent de souscrire pour le risque santé ;**
- **Décide du montant mensuel de participation à savoir 15 € par agent.**

Pour extrait conforme,
Le Président,
Gérome FASSET



Rapport adopté à l'unanimité :

Pour : 39

Contre : 0

Abstention : 0